

LA CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN QUELLE FORME DE GOUVERNANCE POUR LE PAYS?

La crise anglophone au Cameroun a mis en évidence la nécessité d'un contrôle plus local des activités gouvernementales. Le consortium de la société civile anglophone camerounais qui a été interdit, a proposé le retour à une fédération de deux États comme une solution aux nombreux problèmes soulevés. D'autres ont fait valoir que la mise en œuvre de la constitution de 1996 qui prévoit la décentralisation des fonctions administratives sera la bonne réponse. Ce qui n'a pas été abordé, est la composition par apport à une décentralisation effective ou celle d'États fédérés. Dans les 20 questions ci-dessous, nous essayons d'éclairer davantage ce que chaque situation paraître.

LES 20 PRINCIPALES QUESTIONS SUR L'ADMINISTRATION AU CAMEROUN	LE CAMEROUN D'AUJOURD'HUI	«LA DÉCENTRALISATION EFFICACE» COMME LE PRÉCONISAIT LA CONSTITUTION DE 1996	ETATS FÉDÉRÉS (FÉDÉRATIONS DE 2 ÉTATS OU 10 ÉTATS)
Le président national sera-t-il élu par le peuple (suffrage universel)?	Oui	Oui	Oui
Les parlementaires seront-ils élus par le peuple?	Oui	Oui	Oui
Les gouverneurs seront-ils élus par le peuple?	Non	Non! Les gouverneurs ne seront pas élus. Bien que décentralisé, le gouvernement central aura encore des pouvoirs constitutionnels étendus sur les administrateurs régionaux?	Oui
Les maires seront-ils élus par le peuple?	Oui	Oui	Oui

Les délégués gouvernementaux (nommés par le président national) resteront-ils en place?	Oui	Les délégués gouvernementaux peuvent toujours être nommés mais ont un rôle de supervision et non pas de seigneur sur les élus	Non
Tous les citoyens participeront-ils à l'armée nationale?	Oui	Oui	Oui
Tous les citoyens participeront-ils à la Gendarmerie nationale?	Oui	Oui	Oui
La police sera-t-elle contrôlée au niveau local?	Non	Non	Oui
L'entretien et la construction des routes seront-ils réalisés et contrôlés au niveau local par les régions?	Non	La loi prescrite que la mission des autorités locales est de promouvoir le développement économique, social, sanitaire, éducatif, Culturel et sportif. Alors, ils ont la capacité de construire mais après la présentation du plan et du budget. (Article 48 de la loi n ° 2004/017 du 22 juillet 2004	Oui (Chaque région sera responsable de l'entretien des routes régionales et des routes communautaires. Le gouvernement central sera toujours responsable des autoroutes nationales
Quel est le système juridique du pays	Principalement le droit civil et quelques common law dans les régions anglophones	Principalement le droit civil et quelques common law dans les régions anglophones	Droit civil dans les régions francophones; Common law dans les régions anglophones
Qui contrôle les services de retraite	Centralisé à Yaoundé (les gens doivent aller à Yaoundé pour se battre pour leurs pensions)	Peut-être fait au niveau local	Ils seront faits au niveau local (les pensions seront faites au niveau local dans les régions)

Tous les citoyens seront-ils admissibles à participer à l'équipe nationale de football?	Oui	Oui	Oui
Qui met en place le programme d'études?	Centralisé à Yaoundé par les Ministères d'Enseignement	Un document final sera fait aux ministères, après une consultation avec des autorités régionales, après avoir pris en compte la variation entre les deux sous-sections de l'éducation (français et anglais)	Des normes nationales avec des spécificités locales
Qui forme les enseignants?	Seul le gouvernement central. Les écoles de formation dans le pays se trouvent à Maroua, Bambili, Yaoundé. Il existe également une école technique pour la formation des enseignants	Centrale et locale: Des écoles de formation régionale seront créées dont le curriculum, le personnel et la administration compétents reflètent le sous-système de l'éducation.	Aux niveaux centraux et locaux
Qui nomme les proviseurs et les enseignants des écoles publiques?	Centralisé à Yaoundé par les Ministères d'Enseignement	Au niveau central après des consultations avec les autorités régionales	Les conseils scolaires régionaux seront chargés de l'embauche et du licenciement des proviseurs et des enseignants
Qui contrôle les services de renseignement nationaux?	Centralisé à Yaoundé	Centralisé à Yaoundé	Centralisé à Yaoundé
Qui signe les traités et partenariats internationaux?	Centralisé à Yaoundé	Centralisé à Yaoundé	Centralisé à Yaoundé
Qui délivre des permis pour ouvrir un nouvel hôpital dans une ville?	Seul à Yaoundé	Peut-être fait au niveau local	Les maires des villes concernées tout en maintenant des normes nationales

Qui attribue des contrats pour la construction de nouvelles routes?	Seul à Yaoundé	Un certain degré d'entretien des routes sera effectué au niveau local, par exemple les routes urbaines	Yaoundé attribue des contrats pour les routes nationales et les régions vont attribuer des contrats pour les routes régionales et locales
Les Camerounais peuvent-ils être arrêtés sans mandat d'arrêt?	Il se produit tout le temps aujourd'hui: Bien qu'en contravention à la loi.	Ne devrait pas. Cela dépend certainement des lois pénales et civiles et non de la décentralisation. La question est de savoir si le gouvernement les respectera	Peut encore se produire dans la région francophone avec le droit civil, mais ne se produira pas dans la région anglophone avec la Common Law
Quel pourcentage des revenus générés par une région particulière sera transféré à cette région par le Trésor central / national?	Actuellement, seulement 2%	Peut-être jusqu'à 20 pour cent	Peut-être 50 pour cent

Sur le partage des revenus

En ce qui concerne le projet de décentralisation du Cameroun par la constitution de 1996, beaucoup de choses ne sont pas claires parce que le président Paul Biya n'a jamais adopté un décret d'application concernant l'idée réelle de la décentralisation selon la déclaration de la Banque mondiale ci-dessous, qui mène une contradiction et une confusion:

Défis de la gouvernance locale participative

D'après la Banque mondiale, le cadre juridique du Cameroun relatif à la décentralisation est superposé, lourd et contradictoire, et à bien des égards ouvert à des interprétations différentes. La difficulté principale est que les fonctions décentralisées sont mal définies et ne se distinguent pas des opérations «déconcentrées» du gouvernement central (Banque mondiale, 2012).

En dépit d'une législation forte en matière de décentralisation, le Cameroun manque d'une stratégie efficace et d'un plan opérationnel de décentralisation (Banque mondiale, 2012)..

Un petit budget des municipalités entraîne souvent un manque de personnel qualifié, ce qui entraîne des obstacles à la performance adéquat des tâches. C'est particulièrement le cas s'il y a un manque d'organisation du travail ou d'équipes de gestion technique (Desbrosses, 2014).

En 2008, les modifications constitutionnelles prévoient une intermédiaire au niveau provincial / régional du gouvernement local. Cependant, cela n'a pas encore été réalisé (CLGF, 2013).

Références

<https://localdemocracy.net/countries/africa/cameroon/>

<https://www.imf.org/external/pubs/ft/seminar/2000/fiscal/brosio.pdf>

https://books.google.com/books?id=xfYLTmuZByQC&pg=PR5&source=gbs_selected_pages&cad=2#v=onepage&q&f=false

NKAFU POLICY INSTITUTE

DENIS & LENORA FORETIA FOUNDATION

Catalyser la Transformation Economique de l'Afrique

Téléphone: +237 - 222 31 15 84 / 653 78 25 81 / 698 64 55 24

Email: info@foretiafoundation.org

Site web: www.foretiafoundation.org

